



«Les centres d'hébergement des femmes victimes de violence demeurent ouverts grâce à l'effort des associations avec, parfois, le soutien des collectivités locales et nous allons continuer sur cette voie». C'est ce qu'a précisé Aïcha Lekhmas, présidente de l'Union de l'action féminine, au cours de son allocution d'ouverture d'une journée organisée pour la présentation du rapport annuel de l'UAF, vendredi dernier, au siège de la Chambre d'industrie, de commerce et de services de Casablanca.

Aïcha Lekhmas, membre du Bureau politique de l'USFP, a ajouté à ce propos : « Nous avons travaillé plus de 3 ans sur ce programme et on avait un grand espoir de convaincre, dans le cadre de notre plaidoirie qui n'a pas cessé ces dernières années, les collectivités locales et le conseil de la ville de Casablanca à ouvrir des centres pour le soutien des femmes victimes de violence et celles en situation difficile. Et aussi l'ouverture des centres d'hébergement des femmes expulsées du domicile conjugal».

Tout cela «pour soutenir les femmes qui se trouvent dans des situations difficiles suite à des violences corporelles, psychologiques ou sexuelles jusqu'à ce qu'elles obtiennent leurs droits. Mais malheureusement rien n'a été fait de tout cela», a-t-elle poursuivi.

La députée a exprimé son espoir de voir les électeurs casablancais voter pour des conseillers communaux qui se préoccuperaient de la vie des habitants de cette ville en général, des couches les plus vulnérables et particulièrement les femmes démunies et en difficulté ».

Elle a aussi mis en relief la responsabilité des collectivités locales dans l'état

[Lire la suite \(Source\) >>](#)

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)